

| Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine |
<http://www.risal.info/spip.php?article2372>

L'Equateur veut troquer son monde de brut

Doté de grosses réserves de pétrole, le pays andin propose qu'on le paie pour qu'il ne les exploite pas. Au nom de la biodiversité.

par Samuel Shellenberg

17 décembre 2007

« *Nous ne voulons plus dépendre du pétrole.* » Derrière son look européen et sa manie peu latine d'arriver quinze minutes en avance aux rendez-vous, Alberto Acosta a de grands projets pour l'Equateur. Le président de l'Assemblée constituante désignée fin septembre – et virtuel numéro deux du pays, derrière le président Rafael Correa – rêve d'une « *économie développée* » : « *Ce n'est qu'à ce moment que nous deviendrons un pays intelligent.* » De ceux qui produisent eux-mêmes les dérivés des matières premières de leur sous-sol, plutôt que de les importer, comme le fait l'Equateur, explique le politicien depuis le lobby d'un hôtel de Quito. Pour y arriver, Alberto Acosta a un plan. Il n'en est pas l'instigateur, mais s'en fait l'ambassadeur : il veut que l'Equateur renonce à exploiter environ 25% de ses importantes réserves d'or noir – équivalent d'un milliard de barils. Le projet peut paraître suicidaire, alors que le cours du brut est au plus haut et que le pays a urgemment besoin de devises pour soigner sa fracture sociale (plus de 60% des Equatoriens vivent dans le besoin). Et paradoxalement, le pays a récemment donné plusieurs signaux rappelant son attachement au pétrole, qui fournit à l'Etat le 40% de ses revenus : il vient par exemple de rejoindre la puissante Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), qu'il avait quittée en 1992. En parallèle, les parts de l'Etat dans le gâteau pétrolier ne cessent d'augmenter, via l'entreprise nationale Petroecuador – en 2006, l'entreprise pesait pour 17,3% dans le Produit Intérieur Brut (PIB) national, réalisant plus de 35% des exportations de brut. Enfin, début octobre, le pays a énervé les compagnies présentes en Equateur en annonçant qu'il s'adjugerait désormais 99% des revenus extraordinaires dus à la hausse des prix du carburant, contre 50% auparavant.

Alors, revirement soudain ? Double langage ? Ni l'un ni l'autre, car la non-exploitation ne sera pas un geste gratuit : elle implique une contrepartie. La communauté internationale est en effet invitée à compenser pour moitié ce que rapporterait l'extraction. On parle de 350 millions de dollars par an.

Utopique ? Acosta explique que le pétrole en question se trouve dans le parc naturel de Yasuní, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, dans la province d'Orellana, en pleine forêt amazonienne. Cette zone appelée ITT – pour Ishpingo Tambococha Tiputini – est dotée d'une exceptionnelle biodiversité, que l'exploitation pétrolière mettrait gravement en danger.

Ne pas toucher à ce pétrole rejoint donc ce que de nombreuses associations écologistes locales et internationales demandent depuis longtemps. L'enjeu, pour le gouvernement équatorien, est désormais de convaincre la communauté internationale que les intérêts dans la balance dépassent les frontières du plus petit des pays andins. Notamment parce que tout ce pétrole représente un potentiel de 111 millions de tonnes de CO2.

Renégocier la dette

Un travail de persuasion qu'Acosta n'est pas seul à effectuer : plusieurs ministres – tous camarades du parti Acuerdo País – mouillent eux aussi leur chemise, de même que Rafael Correa. Le président a par exemple présenté le projet à l'ONU en septembre et a invité les pays développés à passer à la caisse, car « *ils sont les principaux prédateurs de la planète* ». Il y a deux semaines, devant l'OPEP, Correa a expliqué que l'Etat équatorien « *veut retrouver son rôle de patron des ressources pétrolières* » du pays, tout en appuyant des initiatives destinées à préserver la nature, dont celui de la zone ITT.

Pour l'instant, les promesses de financement sont rares : seule l'Espagne a proposé 4 millions de dollars. De son côté, l'Italie n'exclut pas une renégociation de la dette de l'Equateur, ce qui est l'une des options de financement proposée par le pays andin. Quant à la Norvège – pays pétrolier souvent cité en exemple par l'Equateur parce qu'il a réussi à affranchir son économie de l'or noir –, elle s'est également déclarée intéressée. Enfin, des ONG des Etats-Unis se disent intriguées par l'audace équatorienne et par le précédent que le projet pourrait représenter. Des philanthropes étasuniens ont déjà donné quelques centaines de milliers de dollars pour assurer une plus grande publicité au projet.

Et d'autres dons plus conséquents pourraient suivre : ce n'est que le mardi 27 novembre que la forme juridique de l'« *échange* » a été définie formellement, à Quito. Reste qu'il faudra faire vite : si les 350 millions de dollars annuels ne sont pas trouvés d'ici juin prochain, le gouvernement

équatorien donnera son feu vert à l'exploitation des réserves de l'ITT. Comme si elle désirait faire monter la pression, la compagnie étatique Petroecuador a annoncé jeudi le 29 novembre le lancement du processus d'attribution des zones pétrolières. Inutile de préciser que de nombreuses compagnies nationales et internationales se pressent déjà au portillon...

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:

Source : Le Courrier (<http://www.lecourrier.ch>), Genève, 30 novembre 2007.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine (RISAL).